

Nancy le 27 octobre 2020

Rapport d'activité de la section 54 JUN 2019 à OCTOBRE 2020

1. TRACT DU 24 JUIN 2019. Géographie revisitée.

Suite aux annonces du Président de la République et sous l'autorité du Premier Ministre, le Ministre de l'Action et des Comptes Publics, Gérald DARMANIN a engagé une démarche de transformation du réseau territorial de la DGFIP à l'horizon 2022/2023. Cette évolution du réseau vise à favoriser la proximité avec nos concitoyens, avec la présence d'au moins une structure au niveau de chaque canton et un accès aux services publics à moins de 30 minutes maximum.

Il se décline par un resserrement des implantations permanentes de la DGFIP, qui vont se concentrer sur Nancy, Vandoeuvre, Lunéville, Toul, Pont-à-Mousson, Briey et Longwy. Mais il se traduit aussi par une présence de proximité plus soutenue sur le territoire, au travers de l'activité des futures Maisons France Services, des permanences en mairie et des conseillers aux décideurs locaux.

2. Actions contre la géographie revisitée :

- Article du Républicain Lorrain du 11 juillet 2019 : Le centre des impôts de Briey va-t-il fermer ?

Le centre des finances publiques de Briey va-t-il faire les frais d'une prochaine réforme touchant le monde des impôts ? Le bâtiment de l'avenue Albert-de-Briey, dans lequel travaille une cinquantaine d'agents, pourrait fermer d'ici à 2022. Les personnels sont inquiets et le font savoir...

-Est républicain du 12 juillet 2019 : Lunéville, les agents des impôts se mobilisent contre les transferts et suppressions de services à venir

Plus d'accueil sans rendez-vous pour les entreprises dès le 1er janvier prochain à Lunéville, transfert en 2022 du service des impôts aux particuliers à Vandoeuvre...

Les agents des impôts informaient ce mardi en fin de matinée les usagers des mutations à venir.

-Manifestation des agents des Finances Publiques le 16/09/2019 devant la Direction de Nancy avec un taux de grévistes de 41%. Une cinquantaine d'agents manifeste contre les suppressions de postes et la fermeture des services prévue dans une réforme de grande ampleur.

-Toul - Conflit social : Les agents des impôts manifestent leur mécontentement

Photos

Mouvement de protestation des agents des impôts à Toul

Une vingtaine d'agents du centre des finances publiques de Toul sont rassemblés depuis 11h30 devant le centre de la rue Drouas afin de manifester leur mécontentement. Répondant à un appel de l'intersyndicale des finances publiques, les agents sont réunis pour protester contre la restructuration lancée par l'Etat. Au niveau locale, les agents s'inquiètent notamment pour la trésorerie de Colombey-les-Belles, qui selon eux doit être supprimée à l'horizon 2022, comme le service des impôts aux particuliers de Toul.

- Article de l'Est Républicain du 8 Novembre 2019 : Saint-Nicolas-de-Port

Finances publiques : la fermeture inquiète tout le monde

Une manifestation a eut lieu jeudi matin, à Saint-Nicolas-de-Port. Le centre des finances publiques pourrait fermer après les élections municipales. Tout le monde craint une dégradation du service.

- Article de l'Est Républicain du 15 Novembre 2019 : Einville-au-Jard | Social La petite trésorerie va disparaître

Cette trésorerie communale sera la première à disparaître dans le département au 1er septembre 2020 avec celle de Jarny. Dans les trois ans, suivront les établissements de Blainville, Baccarat, Blâmont », annonce Franck Stocker. Il faisait partie des représentants syndicaux de l'intersyndicale des agents des impôts, présents devant la petite trésorerie en réponse à l'appel à la grève de ce jeudi.

3. Août 2019.

Courriers intersyndicaux d'informations sur la nouvelle cartographie des services publics des finances publiques 54 à tous les présidents des communautés de Communes et au conseil départemental.

4. Prise de contact avec les Maires des communes touchées par le NRP, mais aussi le Préfet et plusieurs Députés.

Rapport CTL.

1. Suppressions d'emplois -12 en Meurthe et Moselle

manifestation du 14 janvier 2020 devant la direction, présence de l'est républicain et de FR3

2. Période de confinement.

Compte-rendu des audio-conférences du 26 mars, 7 avril, 22 avril, 6 mai et 13 mai 2020.

3. . Absence de dialogue social à cause de la question de la réforme des retraites et de la « casse » du maillage de la DGFIP.

Rapport CHS CT

1.

15 juillet suicide de Mr Blondet sur le site de Longwy.

Le 15 juillet 2019, entre 7 heures 45 et 10 heures, le Chef de service de la Trésorerie de Longwy se donnait la mort par pendaison dans un local des archives. L'après-midi, le médecin de prévention et la direction se rendent sur place. Une cellule d'aide médico-psychologique est mise en place. Le site est fermé 3 jours.

Le 30 juillet 2019 se tient une réunion extraordinaire du CHSCT. Une délégation d'enquête est nommée.

Le 20 septembre 2019 est pris la décision de déléguer la réalisation de l'enquête dans sa totalité à un cabinet extérieur.

Le 22 juin 2020 présentation du rapport par la société mandatée ALIAVOX devant le CHSCT, dans le but de proposer des mesures de prévention.

Le 22 septembre 2020 un plan d'action est proposé dont les mesures seront soit inscrites dans le prochain plan annuel de prévention, ou feront l'objet d'un plan d'action spécifique.

2 .

15 juillet 2019. Droit d'alerte intersyndical sur la visite agitée des directeurs sur le site de Briey le 10 juillet.

Le 12 juillet 2019, nous dénonçons l'attitude déplorable des représentants de la direction vis à vis des agents de Briey. Beaucoup d'agents ont été choqués par cette « violence », des rappels à l'ordre et au principe de loyauté de la direction à l'égard des cadres.

3, COVID 19 1ère phase.

Lors de la période de confinement du 17 mars au 15 mai 2020.

La période du Covid19 a été un vrai basculement dans la vie de la DDFiP Meurthe et Moselle, d'un point de vue sanitaire et d'un point de vue organisationnel.

Accélération du déploiement du télé-travail dans les administrations financières. Ce déploiement a été fait sans garde-fous. Certains agents l'ont vécu comme un abandon du collectif de travail. D'où une certaine forme de souffrance psychologique.

« CHS-CT » du 19 mai 2020

Lettre ouverte à M. Dominique BABEAU, Président
vous convoquez ce 19 mai ce que vous appelez un CHS-CT.

Quelques remarques à ce propos :

La date déjà : celle du 19 mai, **soit plus de 2 mois après le début du confinement.**

S'il est bien une période où le CHS-CT prend toute son importance, c'est bien dans ce contexte qui bouscule l'ensemble de notre organisation et son fonctionnement traditionnel.

Toutes les strates de notre société ont été, sont et seront affectées par un virus qui a terrassé toutes ses composantes et a nécessité la mise en oeuvre de mesures exceptionnelles. Etat d'urgence sanitaire, prises de décisions politiques et économiques sans précédent, restrictions des libertés publiques ...

Cette période, comme vous le savez, a été, est et reste très anxiogène pour vos agents comme pour l'ensemble de la population. Alors qu'ils attendaient des réponses de votre part à leurs légitimes peurs et interrogations, ils n'ont eu droit qu'à un simple message en date du 5 mai. Ce n'est pas nous qui allons vous féliciter pour vos efforts de communication dans la période. D'autres le font bien mieux que nous.

Vous allez nous rétorquer que des audio-conférences hebdomadaires ont eu lieu entre vous et les chefs de service puis entre vous et les représentants du personnel.

Heureusement d'ailleurs que ces derniers y ont été conviés pour faire ensuite état de la situation auprès des agents car, cela vous a été dit, tous les chefs de service (se croyant peut-être détenteurs d'informations classées « secret défense ») n'ont pas fait de comptes-rendus de ces conférences à leurs collègues.

Donc, des agents anxieux, dans le flou le plus total quant aux mesures sanitaires prises mais également parfois quant à leur situation administrative.

4. Covid-19 2ème phase.

La crise sanitaire n'est pas terminée, et depuis le mois d'août, tous les clignotants sont au rouge concernant la circulation de la Covid-19.

Face au risque probable d'une «seconde vague» ou du moins d'une propagation non contrôlée du virus, le gouvernement a donc décidé de rendre obligatoire le port du masque, notamment, dans tous les lieux de travail à compter du 1^{er} septembre 2020.

Les CHS-CT n'ont pas été associés, pour adapter au plus près du terrain les mesures décidées nationalement.

Le Premier Ministre écrivait le 1^{er} septembre en faisant référence au «Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid 19», le 31 août 2020, et vous invitait à mettre en oeuvre, sans tarder, les instructions de ce protocole, mais la déclinaison à la DGFIP nous est parvenue tardivement.

Les Directions sont livrées à elles-mêmes, et les agents aussi. Le CHS-CT n'est réuni que tardivement, alors qu'il doit être associé à l'adaptation, en amont, et au plus près du terrain, des mesures imposées nationalement.

Dès le début de la crise COVID.19, Solidaires Finances prend l'initiative de faire financer sans délais par le CHSCT les équipements de protection destinés aux agents : gel hydro-alcoolique, masques, plexiglas, lingettes...

5. COVID-19 3ème phase.23 Octobre 2020

Solidaires rappelle que le décret du 29/08/2020 est suspendu pour les personnes vulnérables, c'est donc celui du 05/05/2020 qui s'applique.

Si le télétravail n'est pas possible, l'agent bénéficie d'ASA, comme stipulé par le secrétariat général. Lors du dernier CHSCT du 22 septembre, Solidaires Finances avait remarqué que les consignes de Me Fort n'avaient pas été entendues ni respectées, alors que le médecin de prévention doit décider.

6. Pour la rénovation de la caserne Thiry et la création du restaurant inter-administratif, le projet est sur les rails selon l'administration.

Rapport CAPL .

1. LA 2021 de C en B : 4 passages sur 5 dossiers. 34 postulants. Un lauréat de moins qu'en 2020.

2. LA 2021 de B en A : 1 passage sur 2 dossiers. 27 dossiers postulants.

3. Fin des CAPL de Mutations et de promotions. Une réunion informelle sur les mutations a été organisée pour défendre les cas particuliers en amont du mouvement et les dossiers qui n'ont pas eu gain de cause à la publication du mouvement.

Nous vous rappelons que nous sommes nommés au département depuis le 1^{er} janvier 2020.

4. Les CAPL restent compétentes pour les recours en évaluations, le refus de télétravail, le refus de temps partiel et pour les sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe.

5. CAPL des appels d'entretien d'évaluation le 16 octobre 2020.

Solidaires a défendu les deux dossiers d'un cadre A et d'un Cadre C et nous avons obtenu satisfaction pour ces deux agents.

Rapport CDAS

1. De grosses craintes sur l'avenir de l'action sociale au sein du Ministère des Finances.

Voir la dernière liminaire du CDAS du 20 Octobre 2020.

Retraites

2. Le projet de réforme sur les retraites a été mis en stand-by à cause du Covid-19. Ce sujet reviendra sur la place publique au moment de la campagne présidentielle.

Déficit de 21 milliards d'€ a été annoncé pour 2020, puis 5 milliards pour 2021

Dernière info 27 octobre 2020 . Dépôt d'une « **MOTION D'ACTUALITE** » de Solidaires Finances auprès du Président par intérim du CHS-CT54. :

Quand le centre de contact(CDC) devient une CDC cellule de Crise.

- La preuve en est que dernièrement notre Ministre a décidé de « rassurer » et/ou de « ré-assurer » les professionnels en mettant en place une cellule de « crise » sur les centres de contact de Lille et Nancy.